

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

# JOURNAL OFFICIEL

## DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jedis à 8 heures du soir.

Matahiti 58.  
N<sup>o</sup> 39

Te Uea a te Hau no te mau Haapao raa farani i Oteania

Mahana maha  
30 no tetepa 1909

### PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Intérieur—Un an.....	18 fr.	Extérieur—Un an.....	20 fr.
id. Six mois..	10 »	id. Six mois..	11 »
id. Trois mois.	6 »	id. Trois mois.	6 50

Un numéro: 50 centimes.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

### PRIX DES ANNONCES (au comptant):

Les 20 premières lignes.....	50 c. la ligne
Au-dessus de 20 lignes.....	25 d.

Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

Circulaire ministérielle. — Rappel des prescriptions de la circulaire du 26 décembre 1888 relatif aux déclarations d'études de droit. — Dispenses de baccalauréat.

Nominations, mutations, mouvements.

### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis concernant les droguistes.

Avis important au sujet des Monnaies Chiliennes et Péruviennes.

Avis au sujet de la monnaie de billon.

Avis au sujet d'infractions à l'arrêté du 19 février 1891.

Retrait des pièces divisionnaires grecques.

Avis concernant la libre pâture.

Caisse Agricole. — Avis au sujet des bous de cet établissement.

Caisse agricole. — Achats de produits.

— Avis au sujet de la vanille.

## PARTIE OFFICIELLE

### Gouvernement des Établissements français DE L'Océanie

CIRCULAIRE ministérielle. — Rappel des prescriptions de la circulaire du 26 décembre 1888 relative aux déclarations d'études de droit. — Dispenses de baccalauréat.

Paris, le 22 juin 1909.

Le Ministre des Colonies à Messieurs les Gouverneurs  
Généraux et Gouverneurs des Colonies.

Une circulaire ministérielle du 26 décembre 1888, insérée au Bulletin officiel des Colonies, année 1888, page 761, a déterminé les conditions dans lesquelles les fonctionnaires des colonies, candidats à la licence en droit, sont autorisés à faire une déclaration d'études dans la Colonie même où ils sont en service.

Une autre circulaire du 27 mars 1890 a étendu le bénéfice de cette mesure aux fonctionnaires désireux d'acquiescer le diplôme de docteur en droit.

De nombreuses difficultés se sont produites ces derniers temps, imputables aux Administrations locales qui paraissent avoir presque complètement perdu de vue les prescriptions édictées par le Département en 1888 et en 1890.

Je crois donc devoir rappeler celles-ci à votre attention en vous

priant de veiller à l'avenir à leur exécution rigoureuse afin de faire cesser des errements aussi préjudiciables à la bonne marche du service qu'aux intérêts des fonctionnaires laborieux, désireux d'augmenter l'étendue de leurs connaissances.

*Date des déclarations.*—D'après le 3<sup>e</sup> paragraphe de la circulaire du 26 décembre 1888, les déclarations d'études de droit doivent être faites régulièrement au début de chaque année scolaire, c'est-à-dire entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre inclus; à la rigueur et à titre exceptionnel, elles pourront encore être faites jusqu'au 15 janvier; mais ce dernier délai ne saurait être prorogé sous aucun prétexte.

En conséquence, les Chefs de service de l'instruction publique aux colonies ou les fonctionnaires en tenant lieu devront se refuser à recevoir après le 15 janvier les déclarations d'études.

*Forme des déclarations.*—Les déclarations d'études de droit qui ne seraient pas consignées dans la forme indiquée au tableau annexé à la circulaire du 26 décembre 1888 seront considérées comme nulles et non avenues.

Pour plus de commodité, il vous appartient de faire établir par l'Imprimerie de la colonie des registres à souche dont chaque feuillet sera divisé en deux parties et contiendra les énonciations du tableau.

Les déclarations adressées au Département devront être accompagnées :

- 1<sup>o</sup> D'une expédition de l'acte de naissance du postulant;
- 2<sup>o</sup> De son diplôme de bachelier, soit de l'enseignement secondaire classique, soit de l'enseignement secondaire nouveau régime, ou de la copie du diplôme dûment légalisée.

Les fonctionnaires non pourvus d'un diplôme de bachelier, mais possesseurs du Brevet de capacité de l'enseignement secondaire délivré à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion ou dans l'Inde, doivent être admis à souscrire des déclarations d'études de droit. Mais au cas où ils n'auraient pas encore obtenu l'échange de leur brevet de capacité, ils seront invités à solliciter cet échange dans les formes réglementaires et dans le plus bref délai; ils seront avisés en outre que leur déclaration est essentiellement conditionnelle, c'est-à-dire annulable dans le cas où l'échange de leur brevet serait refusé.

D'autre part, il y aurait lieu de rappeler aux fonctionnaires pourvus seulement, lors de leur déclaration d'études, d'un brevet de capacité colonial dont ils auraient ou non déjà obtenu l'échange, qu'ils ne seront autorisés à s'inscrire dans une faculté de la Métropole que sur la production du diplôme de bachelier, diplôme

qui ne pourra leur être délivré qu'après encaissement dans la forme réglementaire du montant du droit d'échange.

3° *Déclarations de continuation d'études de droit.* — Enfin il est inutile que le fonctionnaire qui a fait aux colonies une déclaration de commencement d'études de droit, la renouvelle une seconde fois et une troisième fois pour pouvoir, à son arrivée en France, prendre huit ou douze inscriptions après deux ou trois ans écoulés depuis la dite déclaration.

La déclaration de continuation d'études n'est nécessaire que lorsqu'il s'agit de fonctionnaires qui ayant déjà pris des inscriptions dans une faculté de la Métropole, désirent poursuivre leurs études juridiques dans les colonies.

Elle est également nécessaire pour entreprendre les études de doctorat en droit.

4° *Dispenses de baccalauréat.* — Aux termes du décret du 12 mai 1909, art. 1<sup>er</sup> : « Tout étudiant qui poursuit l'obtention d'un des grades ou titres établis par l'Etat, ne peut s'inscrire à cet effet dans les différentes Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur, que s'il justifie du diplôme, brevet ou certificat, sans lequel d'après les règlements nul n'est admis à postuler le grade ou titre auquel il aspire.

« Aucune dispense ne peut être accordée. »

En présence des dispositions formelles de ce décret toute demande de dispense doit à l'avenir être écartée.

J'insiste de la façon la plus pressante pour que les instructions contenues dans la présente circulaire, dont vous voudrez bien m'accuser réception, soient rigoureusement observées à l'avenir.

Vous voudrez bien prendre en outre les mesures nécessaires pour que ces instructions soient portées à la connaissance des différents chefs de service et des intéressés.

MILLIÈS-LACROIX.

## MUTATIONS, NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Par décision du Gouverneur en date du 25 septembre 1909, un congé de deux ans sans solde pour servir dans les bureaux du Trésorier-payeur a été accordé à M. Lucas (Yves), instituteur stagiaire de 2<sup>e</sup> classe.

Par décisions du Gouverneur en date du 27 septembre 1909 :

M. Onetepahunui a Tamatoa, Agent spécial faisant fonctions d'Administrateur aux Gambier, a été investi, à titre provisoire, des fonctions de Juge de Paix à compétence étendue de cet archipel.

M. Sarciaux (Frédéric, Henri), Agent spécial aux Marquises, a été appelé à remplir les fonctions de Greffier-notaire près le Tribunal de Paix à compétence étendue de cet archipel.

Par décision du Gouverneur en date du 28 septembre 1909, M. Buillard (Joseph), agent actif du Service des Contributions, a été désigné pour remplir les fonctions d'écrivain auxiliaire dans les bureaux du Service de l'Intérieur.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### COMMUNICATIONS DIVERSES

#### AVIS AU PUBLIC.

L'administration rappelle au public et particulièrement aux patentés droguistes les dispositions formelles de l'arrêté du 18

août 1893 qui réglementent l'exercice de la profession de pharmacien dans la colonie.

Aux termes de cet arrêté la vente des spécialités étrangères ou des préparations et compositions pharmaceutiques ne peut être faite que par les pharmaciens seuls.

Les négociants et autres patentés de la Colonie sont instamment invités à se conformer strictement à ces dispositions s'ils veulent éviter l'application des pénalités prévues.

Ainsi les spécialités ci-après ne peuvent être vendues que par les pharmaciens.

Kennedy's medical discovery ;  
id. rheumatic and neuralgia dissolvent ;  
id. liniment ;  
id. salt rheum ointment ;  
id. scrofula ointment ;  
Pain Killer ;  
Scott's emulsion ;  
Ayer's sherry pectoral ;  
Chlorodyne ;  
Ayer's sarsaparilla ;  
Ayer's pills ;  
Cokle's pills ;  
Jayne's pills ;  
Dr Mac lane vermifuge, etc., etc ;

### Renseignement utile à connaître.

#### DROGUISTES. — JURISPRUDENCE

Les droguistes sont autorisés à faire le commerce **en gros** des drogues simples — non des médicaments — en se conformant aux lois et règlements sur la vente des substances vénéneuses.

Ils ne peuvent vendre, exposer dans leurs étalages, ni détenir dans leurs boutiques, aucune préparation ou composition pharmaceutique.

Exemples : Les spécialités ou médecines patentées sont des compositions pharmaceutiques dont le commerce est interdit aux droguistes.

L'écorce de quinquina est une drogue simple dont la vente **en gros** leur est permise ; mais la poudre de quinquina est une préparation pharmaceutique, et, par suite, elle ne doit pas se trouver dans leurs magasins. La loi comprend dans ses prohibitions toute espèce de préparation et de composition pharmaceutiques, quelque simples qu'elles puissent être.

On s'est demandé ce qu'il fallait entendre par poids médicinal ; cette expression signifie **vente au détail**, et est mise en opposition avec la **vente en gros**, la seule permise aux droguistes.

Les pharmaciens n'ont pas, d'ailleurs, le droit d'établir de dépôts de médicaments hors de leurs officines.

L'exposition et même la détention de préparations pharmaceutiques dans leurs boutiques est interdite aux épiciers, droguistes et à tous marchands, comme la vente elle-même.

On doit entendre sous le nom de **médicaments** dont la vente est exclusive aux pharmaciens, toute substance simple ou composée, vendue comme ayant des propriétés médicinales. Par contre, toute substance simple ou composée vendue pour un emploi autre et bien qu'appartenant à la matière médicale, ne peut être, dans ce cas, réputée médicament, et son débit être réclamé par le pharmacien. Il faut ranger dans la même catégorie les cosmétiques, les préparations dites d'agrément ou hygiéniques, les substances banales de l'herboristerie indigène, etc.

## AVIS IMPORTANT

**Au sujet des monnaies chiliennes et péruviennes.**— L'Administration croit devoir informer le public que les monnaies chiliennes et similaires sont loin de correspondre aux valeurs pour lesquelles elles sont acceptées dans la circulation.

La piastre chilienne, à laquelle on attribue toujours une valeur de 2 fr. 222, vaut, en réalité, un peu moins de 2 francs, et la demi-piastre un peu moins de 1 franc.

La différence est encore beaucoup plus accentuée en ce qui concerne les pièces chiliennes de vingt sous et de dix sous.

La pièce chilienne de vingt sous, que l'on accepte pour 0 fr. 45 de notre monnaie, ne vaut, en réalité, que 0 fr. 20. Celle de dix sous, cotée à raison de 0 fr. 225, ne devrait être admise que pour 0 fr. 10.

Il est donc très imprudent de continuer à accepter les dites pièces à des taux différents de leur valeur réelle, car le jour, qui n'est pas très éloigné, où la circulation des espèces chiliennes et similaires sera définitivement interdite dans la colonie, les personnes qui en auront encore en leur possession, se trouveront exposées à subir des pertes très sérieuses sur ces différentes monnaies.

## PARAU FAUFAA RAHI ROA

**No te mau moni paniora (te Chile te Peru).**— *Te manao nei te Hau e e au ia'na ia faaite atu i te taata'toa e aita roa ino i au noa' e, mai teie e farii noa hia nei, te huru mau o te moni i faaau hia i roto i te mau moni paniora e te au mai.*

*I roto i te tara paniora o tei faaau hia i nia i te 2f. 222 i te tara hoe, e e mea huru iti a'e ia i te 2 farani te moni mau i roto e i roto i te afa tara ra e mea huru iti a'e ia i te 1 farane i roto.*

*I roto i te mau moni huahua paniora mai te toata e te raera e mea iti roa' tu à ia te moni i faaau hia i roto.*

*I roto i te toata moni paniora o te farii hia i nia i te 0,45 tenetima i te moni farani, teie ia te moni mau i roto e 0,20 tenetima. E o te raera paniora tei faaau hia i nia i te 0,225 e au ia ia farii hia i nia i te 0,10 tenetima.*

*E mea huru ataata maoti ia farii noa mai à i taua mau moni ra mai te titau ore i nia i te faito mau i faaau hia no te reira, no le mea ia tae i te mahana e opani roa hia i taua mau moni paniora ra, e e ere te mea maoro roa taua mahana ra ia talou, e riro ia te pau rahi faufaa ore noa te faufaa a te feia i tapea i taua mau moni ra.*

## AVIS

**Au sujet de la monnaie de billon.** — L'Administration croit devoir rappeler aux contribuables que les pièces de bronze ne doivent être reçues par les caisses publiques que pour l'appoint de 5 francs par paiement, et que cette règle sera désormais scrupuleusement mise en application par le Service du Trésor ainsi que par tous les comptables de deniers publics.

## PARAU FAAITE

**No te moni pene.** — *Te manao nei te Hau e e faaite i te taata'toa e e pene ta ratou ra e ore ia farii hia mai i roto i te mau afata a te Hau mai te mea e i hau atu. i te 5 farane i te afar raa mai, e haapao maite hia taua vahi ra e te Fare-moni e te mau taata'toa e afata moni ta ratou e haapao na te Hau.*

## AVIS

**Au sujet d'infractions à l'arrêté du 16 février 1881.** — L'Administration ayant été avisée par un procès-verbal de la Chambre de Commerce du 12 août 1909, que certaines personnes non munies de patentes importaient des liquides et marchandises pour en opérer la vente, croit utile de leur faire connaître qu'elles doivent se mettre en règle, sans retard, avec le Service des Contributions si elles veulent éviter l'imposition d'office de la double patente. L'acte de commerce accidentel proprement dit ne saurait être invoqué s'il est prouvé, par les déclarations annexées aux manifestes des navires importateurs, que ces personnes ont l'habitude d'introduire des produits en quantités supérieures à leurs besoins dans le but de les vendre pour réaliser un gain pécuniaire.

## PARAU FAAITE

**No te mau faahapa raa e rave hia i te faaue raa no te 16 no fequare 1881.** — *No te ite raa te Hau na roto i te hoe parau faaite i rave hia e te Apooraa hoo raa taoa i te 12 no atete 1909 e te faaó haere mai nei te vetahi mau taata i te ava e te tahi atu à mau huru taoa mai te parau patana ore no te hoo raa i nia i te fenua nei, te manao nei ia te Hau e e mea tia ia'na ia faaite atu ia ratou e mai teie nei e haere atu ia ratou e faaafaro i taua ohipa ra i te Piha titau raa moni ia ore ia tapiti hia te patana i te titau raa'lu i nia ia ratou. Eita e nehenehe i te taata ia faatumu i te mau ohipa rii hoo raa taoa e rave haere hia nei na rapae mai te patana ore ei paruru ia ratou mai te mea e ua papu te parau i roto i te mau parau faaite raa taoa a te mau pahi hoo taoa e ua riro ei mea mātaro na taua mau taata ra i te faaó mai i te hoe mau taoa e rave rahi ei imi raa faufaa na ratou mai te haapao ore i te faito e navai ai ratou.*

## AVIS IMPORTANT

**Retrait des monnaies divisionnaires d'argent grecques.** — Les pièces divisionnaires d'argent du Royaume de Grèce de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs, cesseront d'avoir cours en Algérie et aux Colonies à partir du 15 novembre 1909.

Jusqu'au 14 novembre, elles seront remboursées et reçues en paiement, au pair, aux Caisses du Trésor et des comptables désignés à cet effet.

## PARAU FAUFAA RAHI

**Faahoi raa mai i te mau moni huahua Teretia (Hereni)** — *Te faaite hia' tu nei te taata' toa e mai te au i te parau faaau raa moni i rave hia i rotopu ia Farani, ia Beretite, ia Teretia et Tuite, e ore ia e haaparare faahou hia te mau moni huahua no Teretia (oia hoi te mau moni e 2 fr., 1 fr., 0 fr. 50 e e 0 fr. 20 tenetima) e e ore farii faahou hia i roto i te mau Afata moni a te Hau mai te mahana hoe ahoru ma maha no Novema i mua nei e haamata' tuai.*

## AVIS

**Patentes de capitaines de navires, colporteurs et marchands forains.** — L'Administration croit devoir rappeler aux intéressés qu'aux termes de l'arrêté du 7 juillet 1883 qui abroge l'article 27 de l'arrêté du 16 février 1881, les capitaines de navires faisant le commerce à leur bord, doivent, par avance, acquitter le montant de leurs patentes pour l'année entière.

Les colporteurs, marchands forains et tous autres patentés non sédentaires, sont tenus de se soumettre à la même obligation.

L'Administration se propose désormais de tenir très scrupuleusement la main à ce que les prescriptions contenues dans le dit arrêté du 7 juillet 1883 soient rigoureusement observées.

## PARAU FAAITE

**Patana na te mau Raatira pahi e no te mau hoo taoa e hoo haere i te mau vahi atoa ra.** — Te manao nei te Hau e e faaite faahou atu i te mau taata'toa e au e mai tei faaite hia mai e te faaueraa no te 7 no tiurai 1883 o tei faaore i te irava e 27 no te faaueraa no te 16 no feppure 1881, te mau raatira pahi te hoo i te taoa i nia i to ratou iho pahi, e aufau na ia na mua i ta ratou moni patana no te matahiti taa'toa e tia'i.

Mai tei reira'toa te huru te mau hoo taoa'toa te ore e noho i te vahi hoe i te hoo haere i tera vahi e i tera vahi, na mua na ia te aufau i te moni patana no te matahiti taa'toa.

Te manao nei te Hau e e titau maite oia amuri nei e ia haapao etaeta maitai hia te mau vahi atoa i faataa hia i roto i taua faaueraa no te 7 no tiurai 1883.

## AVIS

**Libre pâture.** — Il est rappelé au public qu'un arrêté du 13 mars 1877 relatif à la police rurale interdit la libre pâture sous peine d'une amende de dix francs qui sera répétée autant de fois qu'il y aura d'animaux arrêtés, non compris les frais de fourrière.

La route de ceinture étant constamment dégradée par des animaux errants, conformément à l'arrêté précité des ordres ont été donnés aux agents compétents pour tuer, de jour comme de nuit, les porcs trouvés en liberté sur la voie publique.

## Parau faaite.

**Puaa tûu haere noa.** — Te faaite faahou hia'tu nei te taata'toa e mai te au i te hoe faaueraa no te 13 mati 1877, no te ohipa o te purumu, ua opani etaeta hia te tuu ha noa raa i te puaa e amu haere noa. O tei faahapa i taua faaueraa raa ra e faautua hia ia i te utua moni i na farane 10 na nia i te mau puaa ta taitahi te haru hia, a taa'tua te mau taima no te fare tapea raa puaa.

No te mea hoi e te faaino noa hia nei te purumu faaati e te mau puaa tuu noa, no reira e mai te au hoi i te faaueraa i faaite hia i nia nei, ua faaueraa hia te feia toroa e au ra e e apa rahi roa, te ao e i te pô, i te mau puaa maohi te itea hia i te haere ha noa raa na nia i te purumu a te Hau.

## CAISSE AGRICOLE

## AVIS

Les personnes qui possèdent des bons de la Caisse Agricole sont invitées à les présenter au guichet de cet Etablissement pour y être échangés pour des billets de la Banque de l'Indo Chine.

*Le Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole.*

LOUIS.

## PARAU FAAITE

Te taata'toa e moni parau ta ratou no te Afata Faaapu te faaite hia'tu nei ia ratou e e afai mai i taua mau moni parau ra i te uputa aufau raa moni a te Afata Faaapu nei ia taua hia i reira i te mau moni parau no te « Banque de l'Indo-Chine ».

*Te papai parau mau moni a te Afata Faaapu.*  
LOUIS.

## AVIS

La Caisse Agricole achète au prix de 0<sup>f</sup> 80 par kilogramme, non égrené, le coton « Sea-Island » de bonne qualité, qui lui sera offert par les cultivateurs et garantit ce prix pour une période de deux années, à partir du 5 décembre 1907.

## PARAU FAAITE

El hoo mai te Afata faaapu i te vavai « Sea Island » taviri ore hia te huero, o te mea maitai, e 80 tenetima i te kilo, ta te feia faaapu e afai mai ia'na ra, e teie nei moni ra e ore ia e topa i raro e hope noa'e na matahiti e piti, mai te 5 no titema 1907 e taio mai ai.

## AVIS

La Caisse agricole rappelle aux planteurs qu'elle ne reçoit que du coton « Sea Island » de bonne qualité. Elle les engage très vivement à ne cueillir leur récolte qu'à parfaite maturité, les cotons cueillis trop tôt étant moins nerveux, subissent une dépréciation considérable et ne peuvent être considérés comme cotons de bonne qualité ni reçus comme tels.

Liste des passagers arrivés le 25 Septembre 1909,  
par le vapeur "Hauroto"

M<sup>me</sup> Sueeney, M<sup>lle</sup> R. B. Powell, M. M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Gow, M. et M<sup>me</sup> Stead, M. et M<sup>me</sup> Essex, MM. E. J. Bradley, G. Alley, M. et M<sup>me</sup> Calvert et 3 enfants, M. et M<sup>lle</sup> Hughey, MM. S. W. Paw, W. Moohead.

## ANNONCES

## "Union Steam Ship Company"

expédiera—

LE VAPEUR "MANAPOURI"

Pour Raiatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande—

Vendredi, 8 octobre 1909.

S. R. MAXWELL & Co, Ltd.  
Agents,  
Quai du Commerce.